

**CIBLE**

## Juan Carlos

**P**our la première fois en trente-sept ans de règne, le roi d'Espagne a fait l'unanimité contre lui, dans son pays. Rapatrié et hospitalisé d'urgence après une mauvaise chute lors d'une chasse à l'éléphant à laquelle il participait sans en avoir informé ses concitoyens en proie à la crise économique, le souverain n'a trouvé aucun avocat au sein de principaux partis politiques, des médias et de la société.

Et peu importe que le voyage, offert par un membre de la famille royale saoudienne, ait suivi la conclusion d'un contrat au bénéfice de l'Espagne et n'ait rien coûté à ses concitoyens. Le roi, qui se tient informé, a très rapidement présenté ses excuses, précisant bien que *cela ne se reproduira pas*. L'humilité dont il a fait preuve prouve, en tout cas, deux choses : la monarchie, aujourd'hui, ne peut à aucun moment se permettre d'adopter le mode de vie indécent des catégories les plus privilégiées ; elle est une institution dont la capacité d'adaptation aux nécessités politiques est tout à fait exceptionnelle.

Parce qu'il est le garant de la démocratie, le roi d'Espagne a, une fois de plus, choisi la cause du peuple.

## PRÉSIDENTIELLE

# Voter

# Hollande

Sapir

**Sortir  
de l'euro ?**

p. 6-7

Peurs

**Tarnac  
et Merah**

p. 2

# Les froussards gèrent la terreur

**Trois prédicateurs musulmans interdits de territoire et dix salafistes interpellés... L'État ne pouvait faire moins, après la tuerie de Mohamed Merah, pour rappeler sa vigilance à l'opinion.**

Même sévissant *a posteriori* et relâchant la plupart des suspects en fin de garde à vue, le président-candidat et son ministre fétiche ont eu là un geste électoral plus avantageux qu'une *fatwa* contre l'abattage *hallal*.

Au même moment, Thierry Fragnoli obtenait son dessaisissement de juge d'instruction dans la procédure contre les *terroristes* de Tarnac.

Depuis le petit matin du 11 novembre 2008 où 120 gendarmes et policiers investissent ce village de Corrèze, on a pu suivre les méandres d'une enquête (1) qui relevait moins de l'instruction judiciaire que d'un vaste fantôme sécuritaire. Le magistrat fringant à qui le parquet avait confié cette **grosse affaire antiterroriste** croyait hériter de la chance de sa carrière. Il dut vite déchanter : confronté à des prévenus d'une acuité intellectuelle peu ordinaire, forcé par la pression des services de maintenir les dits *terroristes* en détention au-delà des délais usuels, pilonné sans relâche par une défense initiée

aux médias et pris à contrepied par les incohérences d'un dossier policier aux données surréalistes, il lui fallut serrer les dents pour poursuivre seul et à ses dépens la croisade engagée par le pouvoir.

Une dernière épreuve a fait rendre les armes au juge Fragnoli : il a cru devoir éponger la balourdise de policiers **oubliant** chez les clients lors d'une perquisition un dossier administratif confidentiel. À l'heure où l'alternance politique imminente invite à se refaire une virginité, il a eu l'imprudence (volontaire ?) d'adresser des courriels à la presse pour étouffer la bourde. Bon prétexte à se faire dessaisir : il avait outrepassé ses fonctions de magistrat. (2)

Mais quel rapport entre le misérable Merah et les *terroristes* de Tarnac ? Les uns, étiquetés d'une *mouvance anarcho-autonome ultra-gauche*, se voient attribuer sur pures présomptions un sabotage de caténaires de TGV alors qu'ils faisaient l'objet depuis des mois d'une surveillance tatillonne ; ces incul-

pés attendent leur procès. L'autre, enfant d'immigré déboussolé, tenté par l'intégrisme salafiste mais repéré et *traité* depuis des années par la police, liquide de sang froid deux militaires français, puis des enfants et un enseignant d'école israélite, avant d'être abattu dans son logement au terme d'un siège ; il reste à préciser ses liens aux milieux qui ont pu lui fournir des armes et encourager ses pulsions.

Le rapport dont il est question ici est celui de la peur. Précisément de la gestion de la terreur par les gouvernants. La question n'est pas neuve mais elle a pris des traits paroxystiques qui valent d'être relevés. Nous écrivons *gestion* dans la mesure où la peur n'est plus considérée comme événement, surprise, état d'exception, mais intégrée comme constante, flux et carburant de la vie sociale, même et surtout en temps de paix et de sérénité objective. La menace étant partout cachée, corrélativement, tout ce qui est caché devient menaçant.

Sa gestion politique suppose un dévoilement perpétuel approuvé, voire imposé, par la population elle-même : la *transparence*. La construction de ce modèle, calqué sur la prison panoptique, suppose qu'un œil observe tout du Centre. Il a été soigneusement étudié et vendu au président sortant par des experts comme Alain Bauer, et mis en œuvre par des praticiens comme Bernard Squarcini, dans le contexte anarchique créé par les fusions-rivalités entre DST-RG, DCRI, police et gendarmerie...

L'ironie actuelle veut que là où faire apparaître la menace pour la neutraliser serait utile - dans le cas de Merah - le discernement de la machine est pris en faute, tandis qu'elle marche à plein rendement là où le fantôme de l'invisibilité la provoque - comme dans le brûlot théorique *L'insurrection qui vient*, (3), signé par un *Comité invisible* auquel il est à la fois évident et impossible à démontrer qu'appartiennent Julien Coupat et ses compagnons. (4)

La solution est simple : appeler cette obsession panique par son nom - la **frousse**. Et envoyer paître les ânes qui en font commerce.

Luc de GOUSTINE

(1) Cf. [Royaliste n° 938, page 4](#), « *De l'usage de l'antiterrorisme en temps de crise...* ».

(2) *Le Monde* du 4 avril 2012.

(3) « *L'insurrection qui vient* », Éd. La Fabrique, Paris, 2007, prix [Achat immédiat](#) | (4) Lire à ce sujet l'enquête fouillée de David Dufresne - « *Tarnac, magasin général* », Calmann-Lévy, prix franco : 22 €. [Achat immédiat](#) |

**royaliste**  
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Les froussards gèrent la terreur - p.3 : Dette : Eurex et manip - Echo des blogs - p.4 : Leur mépris des "petits" - T'as vu tomber Monti - p.5 : Le vote Obama - Brèves - p.6/7 : Euro : Condamné depuis toujours ? - p.8 : Penser la république - p.9 : Force et faiblesse de l'anarchisme - p.10 : Avars - Mémorial de l'abolition - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Voter Hollande.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

[trois mois \(20 €\)](#)

[six mois \(30 €\)](#)

[un an \(50 €\)](#)

[soutien \(120 €\)](#)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

# Eurex et manip ?

**Vedette financière de ces jours derniers, la société Eurex, filiale suisse de la Deutsche Börse a lancé le 16 avril un produit spéculatif sur la dette française. Le faible succès de ce lancement dans les premiers jours ne doit pas nous empêcher de poser quelques questions.**

Pour faire simple, le produit permet d'acheter de la dette française à un prix fixe sur 10 ans. C'est en fin de compte une forme d'assurance ; la dépréciation possible de la valeur des OAT françaises ne devant pas toucher les détenteurs munis de ce système. Ce n'est pas très neuf, ça existait du temps du franc pour se prémunir contre l'évolution des changes. Jusque là rien de bien grave, si ce n'est que les investisseurs intéressés seront d'autant plus gagnants que la situation de la France se dégraderait. Pari classique pour un spéculateur qui, espérant le pire, pourrait revendre ses titres avec un substantiel bénéfice dans cette situation. Le deuxième aspect ennuyeux tient au fait que même si la souscription minimale est de 100 000 euros, point n'est besoin d'en mettre autant, simplement une faible somme dénommée « *appel de marge* ».

Les réactions des politiques ont été vives. Trop sans doute, même si on peut légitimement trouver la ficelle un peu grosse. Quoi qu'on en ait, il apparaît que les créateurs de ce produit ont surtout voulu profiter de l'effet marketing et pas forcément peser sur le scrutin. Cela étant, l'arrogance de ces cuistres est tout de même sans borne. Les analystes financiers, beaucoup plus calmes, se répandent partout en disant que cela ne pèsera pas sur les taux puisque par-

tout où ils existent déjà (Allemagne et Italie par exemple), ces produits n'ont jamais eu d'influence ni sur les taux ni sur le placement des titres de dette (OAT). Petit élément amusant tout de même, ces titres ont un certain succès sur la dette allemande ce dont on évite de se vanter à Berlin et les journaux d'outre-Rhin, tellement prompts à fustiger les « tarés » économiques que nous serions, sont sur ce chapitre d'une discrétion de confessionnal. L'agence France Trésor a sans doute tout aussi tort d'y voir seulement un bon moyen de favoriser le placement de nos titres, ce qui laisse perplexe quand on sait que notre dernier appel de fonds s'est fort bien déroulé - quant aux sommes recueillies et aux taux y afférant.

Tout cela posé, il n'en demeure pas moins que les vautours tournent en attendant les résultats de l'élection présidentielle. S'il y a un liard à ramasser, ils ne vont certainement pas s'en priver. On n'est d'ailleurs pas très sûr que le nom du vainqueur ait une quelconque influence sur ce qui nous attend. Que ce soit un argument électoral ne fait de doute pour personne. L'angoisse de la défaite habitant aujourd'hui les rangs de la droite UMP, il est tentant d'utiliser l'argument du chaos financier pour ramener au bercail les électeurs qui ont une furieuse tendance à menacer de se faire porter pâle le jour du scrutin. On envoie donc Péresse, ministre du Budget,

enfin croit-elle, pour faire genre experte très experte.

La susdite et son chef l'inarrable Baroin sont cependant discrets sur leur connaissance de la future existence de la trouvaille d'Eurex. Si l'un ou l'autre avait au moins autant de compétence que de prétention on pourrait raisonnablement penser qu'ils se sont réjouis en apprenant la nouvelle. Pas plus, puisque ce genre de pratique n'est soumis à aucune autorisation préalable. Las, sur ce sujet comme sur bien d'autres, ils sont loin d'avoir le plus petit commencement d'influence. Leur seule possibilité est d'utiliser cette création contre l'adversaire socialiste en tentant de démontrer que le favori fait déjà frémir les marchés.

La difficulté de ce genre d'interprétation tient à ce qu'on peut vite être considéré comme le petit télégraphiste des milieux financiers ; afficher une telle proximité n'est sans doute pas extrêmement habile par les temps qui courent. Mais, lorsqu'on est convaincu d'être sur le Titanic et que l'on voit approcher l'iceberg sans avoir de grosses chances d'y échapper, tout peut paraître bon. Notons simplement qu'un capitaine de pédalo serait plus à même d'éviter ce genre de collision, c'est maniable comme embarcation...

En résumé, revenons aux fondamentaux. Cet épisode apporte une pierre de plus à l'édifice des hétérodoxes. Il faut changer de système et revenir à une organisation d'avant la loi de 1973 et la financiarisation à outrance. Le but d'un Etat n'est pas de faire vivre les banquiers à son propre détriment.

Charles GUÉMÉNÉ

## L'écho des blogs

**Ces 600 milliards qui manquent à la France...**

C'est le titre de l'ouvrage récemment publié au Seuil par le journaliste de *La Croix* Antoine Peillon. Cette publication ne fait pas rire, mais absolument pas, sur les bords du Léman et surtout du côté d'UBS, la principale banque visée.

L'auteur du livre est longuement questionné par Anne-Sophie Jacques et Daniel Schneidermann sur le site *Arrêt sur images*. Ils rendent compte de l'entretien en ces termes : « *Alors que manifestement la filiale française de la banque suisse UBS organise quasi industriellement l'évasion fiscale, aucune instruction judiciaire n'a encore été ouverte. Comment ? Des commerciaux suisses d'UBS sont invités sur le territoire français à l'occasion d'événements mondains, et sont mis en contact, via leurs collègues d'UBS France, avec des clients très fortunés* ». Cela en toute illégalité explique Peillon. « *Nous, pères la morale montrant du doigt les vilains Grecs fraudeurs, on laisse s'évader ainsi l'équivalent de cinq fois les recettes annuelles de l'impôt sur le revenu ? En pleine crise de la dette publique, mère des plans d'austérité, rien n'est fait pour retenir ne serait-ce qu'une petite partie des grosses fortunes qui partent travailler pour espérer des rendements grassouillets ? Et Antoine Peillon va très loin puisse qu'il affirme que le parquet français est informé mais qu'il s'est opposé à l'ouverture d'une enquête...* » C'est un petit aperçu du récit, à lire ou à écouter. (1)

Et pendant ce temps en Suisse, *La Tribune de Genève* (2) nous rassure : « *Les accords fiscaux de la Suisse avec l'Allemagne et la Grande-Bretagne obtiennent l'approbation de la Commission européenne, à Bruxelles*. » Diantre ! Pour le gouvernement suisse le secret bancaire est sauvé, la recherche active de données sur les évadés fiscaux interdite. Il s'agit donc de donner un cadre légal à l'évasion fiscale. En contrepartie la banque versera anonymement une taxe forfaitaire... Ce qui fait dire à l'association des banques suisses : « *même si la Suisse a largement répondu aux exigences de l'Allemagne, l'anonymat, la retenue à la source libératoire, les taux d'imposition futurs et l'accès bilatéral au marché sont maintenus. Le signal est donc positif pour la place financière, a indiqué jeudi l'Association suisse des banquiers (ASB)*. »

Dit autrement, les banques suisses et les évadés fiscaux ont de beaux jours devant eux !

François ENNAT

(1) [www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4851](http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4851) (site payant)

(2) [www.tdg.ch/suisse/accords-fiscaux-parlement/story/21684864](http://www.tdg.ch/suisse/accords-fiscaux-parlement/story/21684864)

# Leur mépris des « petits »

**La campagne présidentielle a donné de nouvelles preuves, accablantes, de l'attitude antidémocratique des médiocrates.**

**V**ous me direz sagement : ceux qui appartiennent à cette branche particulière de l'oligarchie qu'on appelle médiocratie sont antidémocrates du fait de leur position sociale et des bénéfices matériels et symboliques qu'ils en retirent.

C'est juste. Mais ce n'est pas une raison pour s'accommoder du scandale permanent que constituent les émissions politiques réservées aux **petits** candidats. Le phénomène n'est pas nouveau : bien avant l'entrée en campagne, les médiocrates opèrent un tri entre les candidats. Les critères de sélection ne sont pas publiés, mais on voit bien que la notoriété antérieure du candidat et sa cote dans les sondages sont les facteurs déterminants. S'y ajoutent des calculs personnels : le *petit* candidat est celui qui n'appellera pas le *grand journaliste* à l'Élysée ou à Matignon - et qui ne l'invitera même pas à passer la fin de la semaine à Marrakech.

Lorsque le candidat a été placé dans la case des *petits*, il est invité aussi peu souvent que possible puis, au moment de la campagne officielle lorsque le principe d'égalité s'impose, il est publiquement méprisé et parfois agressé par les médiocrates érigés en censeurs des bonnes mœurs politiques. Quand on ne le déclare pas *inutile*, on lui fait sentir qu'il est un minable et on brandit sous son nez des

sondages à 1 %. Et puis on essaie de l'engluer dans la tactique et la stratégie, alors qu'il est là pour défendre de fortes convictions. À travers lui, ce sont des dizaines ou des centaines de milliers de personnes qui sont moquées, humiliées, insultées.

Jean-Michel Apathie et Michel Denisot sont connus pour leur **arrogance** à l'égard des *petits* et pour leur **soumission** aux puissants. Les regarder provoquait des sentiments mêlés d'exaspération et d'impuissance jusqu'à ce que Nicolas Dupont-Aignan prenne le taureau médiatique par les cornes lors du *Grand journal de Canal Plus* le 13 avril. À une question idiote, le candidat gaulliste a répondu qu'il s'en foutait et s'en est pris aux « *éditorialistes de bazar qui écrivent toujours les mêmes articles et qui vivent entre eux* ». Comme Jean-Michel Apathie s'indignait, Nicolas Dupont-Aignan a piqué là où ça fait mal : « *Dites-le aux Français ! Combien vous gagnez ? [...] Vous ne pouvez pas le dire aux Français parce que c'est une somme tellement extravagante* ». Et de dire encore qu'il en a marre de « *tous ces gens qui s'en mettent plein les poches et qui donnent des leçons à la terre entière* ». Apathie s'indigne, le traite de populiste - sans se rendre compte que le mépris qu'il témoigne à un député de la nation est la marque d'un populisme avéré.

Angélique LACANE

# T'as vu tomber Monti ?

**On sait répondre à la fameuse question des cours de récré : t'as vu monter Carlo ? Non, j'ai vu monter personne. Ce qui est moins drôle, c'est qu'on n'a pas vu monter Monti.**

**M**onti ? Mais oui ! Mario Monti. L'homme qui fut *International advisor* chez Goldman Sachs, le familier des cercles oligarchiques les plus huppés qui se désigne lui-même comme le **Saddam Hussein du business** - en un mot celui qu'une presse veule appelle Super Mario. Des centaines d'articles complaisants nous avaient annoncé que l'homme sauverait l'Italie par une politique de rigueur exemplaire qui était acceptée par le peuple italien.

On nous avait déjà fait le coup du soutien populaire lors du premier plan de rigueur en Grèce et l'on voit aujourd'hui que les Grecs sont en état d'insurrection. Les Italiens ne vont pas tarder à les imiter. Malgré tout son génie du bricolage financier, Mario Monti n'a pas pu empêcher ce qui arrive partout ailleurs : la rigueur budgétaire entraîne le recul de la croissance, donc de moindres recettes fiscales, et Super Mario a été obligé d'annoncer qu'il repoussait d'un an le retour à l'équilibre budgétaire prévu pour 2013. Le premier objectif n'était pas réalisé, le deuxième ne sera pas atteint.

D'où une question à deux balles qui hante les milieux dirigeants de la Péninsule : vait-on prendre de nouvelles mesures de rigueur ? C'est ce que préconisent les maniaques de la déflation : puisque la saignée affaiblit le malade, faisons-lui une nouvelle saignée.

Ce sang qui coule, ce n'est pas une image. Dans un article publié sur *Marianne2*, Régis Soubrouillard (1) commente une étude menée par EURES, le « *portail européen sur la mobilité de l'emploi* », qui montre que le nombre de suicides ne cesse d'augmenter en Italie depuis 2010 : 362 suicides de chômeurs cette année-là, alors que la moyenne annuelle n'était que de 270.

Le nouveau *tour de vis* que prépare Mario Monti provoquera une augmentation des suicides selon le phénomène tragique qu'on observe en Grèce, où le centre de prévention du suicide enregistre une multiplication par cinq des appels - qui viennent pour les trois quarts de personnes endettées, sans emploi ou sans logement.

En Italie, un réseau privé de soutien psychologique va être mis en place. En Grèce, on parle de plan national de prévention du suicide. Ces initiatives peuvent sauver des vies mais la véritable politique nationale de lutte contre le suicide consiste à sortir de l'euro le plus vite possible. Sinon le sang continuera de couler sous le regard impassible de criminels en col blanc. Sinon, ce sont les nations d'Europe qui seront tour à tour suicidées.

Sylvie FERNOY

(1) [www.marianne2.fr/L-Europe-confrontee-aux-suicides-par-crise-economique\\_a217027.html](http://www.marianne2.fr/L-Europe-confrontee-aux-suicides-par-crise-economique_a217027.html)

# Le vote Obama

**À peine avait-il parlé avec Sarkozy dans une vidéo-conférence que l'on annonçait une baisse d'Obama dans les sondages.**

Les élections présidentielles américaines vont-elles voir se reproduire le débat français droite-gauche ? Est-ce ce qui a conduit Obama à accepter une vidéo-conférence (ultra-rapide et totalement superficielle) avec Sarkozy ? Si l'on voit bien pourquoi Sarkozy, qui a compris que le modèle allemand incarné par Mme Merkel ne passait pas auprès des Français, avait besoin de l'image africaine-américaine d'Obama pour se dédouaner des accusations de racisme et d'extrémisme de droite, comment expliquer l'attitude américaine ?

Les apparences sont certes trompeuses. Habituellement, le centre-droit français arrive à peine à la gauche du parti démocrate, tandis que le parti républicain laisse souvent l'extrême-droite française loin derrière. La gauche française, surtout avec le poids de l'ultra-gauche, fait peur aux Anglo-saxons qui s'imaginent revenus à 1981 voire au programme commun socialo-communiste. Sarkozy comme président s'est longtemps conduit en bon élève atlantique : engagement afghan, retour dans l'Otan solidarité dans le G 8, au FMI et à la Banque Mondiale. L'affaire DSK a en outre produit un tel effet outre-Atlantique que le candidat socialiste par défaut aura beaucoup de peine à remonter le courant anti-gaulois. Ceci

sera la tâche prioritaire de son futur ministre des Affaires étrangères. Laurent Fabius peut-être, qui fut professeur invité à l'université de Chicago où il a pu assister à l'émergence d'Obama.

Le président-candidat Obama n'a pas refusé de converser - une dernière fois ? - avec le président-candidat français parce qu'il sait que ses adversaires républicains l'associent à la décadence de l'Europe. Avec Obama, clament les néo-conservateurs, l'Amérique connaîtra la même fin laide que la vieille Europe : à preuve le système d'assurance-santé obligatoire (dit *Obamacare*) qui renverse toutes les valeurs, liberté religieuse pour les institutions caritatives, mais aussi liberté individuelle, avec la mise en place d'une vaste administration de sécurité sociale analogue à celle du tentaculaire et dispendieux État-providence européen. Les États-Unis se retrouvent presque reportés aux luttes acharnées devant la Cour suprême que Roosevelt avait dû mener dans les années trente pour imposer son *New Deal*, l'interventionnisme dans l'économie. Dans ces conditions, ce serait suicidaire pour Obama de s'afficher avec un Hollande. Pour un peu, les républicains qualifieront demain Obama de Hollande américain (sinon que le nom est totalement inconnu outre-Atlantique).

Plutôt que la victoire de Hollande, c'est la défaite de Sarkozy qui pourrait ainsi présager et accélérer le recul d'Obama dans les sondages. Il n'y a vraiment rien à espérer de l'Europe. Les Puritains en sont convaincus depuis le XVII<sup>e</sup> siècle et ont délibérément fondé la Nouvelle Angleterre sur ce rejet. L'ex-gouverneur du Massachusetts, qui sera opposé à Obama, incarne la forme la plus américanisée du puritanisme, le mormonisme. Mitt Romney a de surcroît une amère expérience personnelle de la *chienlit* française de 1968 qui l'a irrémédiablement vacciné contre tout prurit français.

Obama devait donc à tout prix se laver de toute compromission avec les éléments déléteurs du déclin français. Son affichage avec Sarkozy ne suffira sans doute pas à le défendre des attaques cinglantes de ses adversaires. Il serait paradoxal qu'Obama soit battu le 6 novembre prochain pour son association à un continent auquel il n'a cessé de préférer l'Asie. Ce serait encore la preuve qu'en tant que fils d'Africain, l'Europe soit indissolublement son corpus de référence. Mais comment faire plus *blanc* et plus *américain* qu'un mormon ?

Sans qu'il y paraisse, l'expérience des premiers mois de la nouvelle présidence française sera un facteur non négligeable qui pèsera indirectement dans l'élection américaine.

Yves LA MARCK

## BRÈVES

◆ **ESPAGNE** - Après avoir été très virulente sur son expédition de chasse à l'éléphant au Botswana pendant que son pays se débattait dans la crise économique (voir dans ce numéro la *Cible* page 1), la presse espagnole a salué l'acte de contrition « historique » du roi Juan Carlos. « *Le roi a fait un geste qui l'honore* » soulignait le quotidien de centre-gauche *El País* alors que *El Mundo*, centre-droit, titrait « *Quand régner consiste à savoir dire pardon* ». Le quotidien de droite *ABC* qui titrait « *L'humilité d'un roi* », ajoutait : « *Si les politiques et autres personnes de pouvoir avaient dit parfois "pardon, je me suis trompé", je pense que l'Espagne serait différente* ».

◆ **JORDANIE** - Reçu au Parlement européen de Strasbourg, le roi Abdallah II a déclaré dans son discours devant les députés européens : « *Nous avons saisi le printemps arabe comme une opportunité* » qui a permis de réformer la constitution. Ajoutant que grâce à la démocratisation, et aux réformes économiques et politiques, la Jordanie se voulait un havre de paix dans une région turbulente. Sur la question palestinienne, il a réaffirmé que la seule solution possible était la cohabitation de deux États et il en a souligné l'urgence : « *Nous ne pouvons pas attendre une génération de plus pour un État palestinien* ».

◆ **ALBANIE** - Le prince héritier Leka II Zogu et sa fiancée Elia Zaharia ont assisté à une cérémonie au cimetière de Thiais en région parisienne à l'occasion du 51<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Zog I. Cette cérémonie sera sans doute la dernière organisée en France puisqu'il est prévu que la dépouille du roi soit transférée en Albanie cette année.

◆ **BURUNDI** - La mission belge chargée par le gouvernement du Burundi de retrouver les restes du roi Ntare V, assassiné en 1972 et enterré clandestinement dans un des camps militaires de la ville de Gitega n'a pas réussi à localiser la dépouille du souverain. Jozef Smets, ambassadeur de Belgique au Burundi a lancé « *un appel à des jeunes étudiants historiens qui pourraient faire des entretiens ciblés avec des personnes âgées qui se trouvent à Gitega sur l'utilisation des cimetières et sur les emplacements des tombes* ». Dans un souci de vérité et de réconciliation, le gouvernement du Burundi souhaite pouvoir enterrer dignement la dépouille de son dernier roi.

◆ **PAYS-BAS** - La reine Beatrix a salué le président turc Abdullah Gül, en visite d'État aux Pays Bas, en faisant l'éloge du grand passé de la Turquie, et déclaré : « *Votre pays est un facteur de stabilité dans une région turbulente dans laquelle les pouvoirs existants et les relations sont constamment remis en question* » ajoutant « *Pour beaucoup votre pays est une source d'inspiration et un exemple* ». La reine espère que les nombreuses manifestations, échanges et contacts de cette année, anniversaire des 400 ans de relations diplomatiques entre les deux pays, mèneront Turcs et Néerlandais à se mieux connaître les uns les autres.

# Condamné depuis toujours ?

**J**acques Sapir nous livre un ouvrage qui va au fond du sujet. En raison de ses fondements historiques et doctrinaux et par son fonctionnement, la monnaie unique ne pouvait connaître un autre sort que l'échec. Le temps passant, les difficultés, les désordres puis enfin les crises se succédant et s'aggravant, peut-on encore sauver l'euro et surtout, est-ce bien nécessaire ? Quasi absent de la campagne, le sujet va pourtant occuper les esprits, les colonnes et les écrans dans les mois qui viennent.

**L'***Euro ne vient pas de nulle part et il convient de s'intéresser aux éléments qui l'ont fondé. (...) Les véritables racines sont en général restées ignorées ou dissimulées. En particulier, le compromis politique fondateur a été occulté. De cet oubli et de cette dissimulation qui n'étaient point si innocents que cela, découle une large partie des illusions politiques et économiques qui dominent le débat actuel.* » (1)

Avant l'euro, des tentatives d'entente monétaire avaient existé, avec le *serpent monétaire européen* (SME) lancé après la fin des accords de Bretton Woods en 1972. On remplaçait la vieille zone Sterling par en fait, au gré des circonstances défavorables, une zone Mark. Dès cette époque, Roy Jenkins, Président de la Commission, proposa une monnaie unique entre les Neuf de l'époque. Son projet prévoyait la nécessité d'une intégration forte et d'un budget européen à hauteur de 10 % du PIB, ce que tous rejetèrent. Le SME prit la suite en 1979 et fonctionna correctement jusqu'en 1992, période qui englobait la période socialiste première manière en France. La spéculation emporta le dispositif, alors qu'il était

possible d'y mettre bon ordre. Les Chinois ne connaissent pas ce problème... La liberté de circulation des capitaux fait loi. L'échec était donc politique.

L'idée d'une zone monétaire commune est donc ancienne, mais pourquoi une monnaie unique et non commune ? Principalement parce que la monnaie commune exigeait des limitations strictes des mouvements de capitaux pour freiner la spéculation, et de cela, en période de libéralisation tous azimuts, il ne pouvait être question. La monnaie commune aurait pourtant permis de tenir mieux compte des différences de structures et de fonctionnement des différents pays membres, éléments qui ont mené l'euro là où il est.

De cela les Allemands ne voulaient à aucun prix : « *il fallait, pour les dirigeants allemands, sécuriser l'accès de leurs produits aux marchés de leurs voisins.* » (1) Le nœud du problème est là. Jenkins l'avait prévu : pour fonctionner, une monnaie unique exigeait la création d'une *union de transfert*. C'est à dire que, comme dans tout État fédéral, les régions les plus riches aident les régions les plus pauvres. L'Allemagne est

un pays en déclin démographique quasi irrémédiable et toutes les ressources possibles doivent être laissées à l'intérieur, d'où la financiarisation de l'économie. Tout cela se passait de plus au moment de la réunification et quoi qu'on en ait, les Allemands nous ont bernés ! Seule compte pour eux la stabilité monétaire. Architecture et organisation, tout a été fait au goût allemand.

Il n'a pas été tenu compte de ces éléments économiques et financiers, si différents entre les pays. Tout était dissemblable : les structures, les inflations, les prix, les salaires, les fiscalités. Autant de bombes à retardement. Évidemment, les spéculations sur les monnaies nationales ont disparu. Pour faire place à la spéculation sur les dettes qui ont explosé depuis la mise en place de l'euro et à cause de lui. La crise a emporté les illusions et les mensonges de la « *protection* » qu'il nous apportait.

L'euro répondait aux vœux des libéraux devenus ultras. Les fondements théoriques de la monnaie unique méritent l'examen. Depuis Mundell en 1961, fidèle à Walras et sa théorie de l'« *équilibre général* », tous les auteurs n'ont eu de cesse de plier la réalité à la théorie. Et ça ne marche jamais, ce qui ne les empêche pas de continuer. « *Les travaux de Mundell et le modèle de Mundell-Fleming n'ont pas de fondements scientifiques.* » (1) Deux avantages théoriques sont claironnés : disparition des coûts de transaction, fin des incertitudes liées aux taux de change et ensuite disparition de la concurrence entre monnaies. Toutes particularités entendant la libéralisation totale des marchés, cœur du modèle des auteurs comme Mundell. In-

convénients pour les économies mais gros avantages pour une infime minorité. Autre élément manquant de ces théories, les incertitudes en sont absentes alors qu'elles régissent largement l'économie. D'autres auteurs, tels Aglietta et Orléan, ont promu l'idée de l'« *essentialisme monétaire* », faisant de la monnaie l'élément central de l'économie et non seulement l'une de ces composantes. Pour eux, la monnaie unique ne serait plus la conséquence d'un fédéralisme mais son moteur.

Une zone monétaire unie suppose inmanquablement une forme de fédéralisme. Las, les peuples n'en veulent pas et, nombre d'intervenants, tant dans la technostucture européenne que chez les politiques ont tenté de le faire entrer en contrebande. Seulement, jamais les bases essentielles à sa mise en place n'ont été souhaitées par les États et surtout pas par Berlin. L'État européen n'existe pas et c'est pourtant, tant au plan économique que symbolique, un élément essentiel de l'existence d'une monnaie. Loin d'homogénéiser la zone, l'euro a au contraire accentué les disparités entre pays. Quant aux taux de croissance, qui devaient bondir, ils sont restés atones. En effet, l'absence de souplesse du système étrangle les économies. L'euro a imposé à tous le modèle allemand de la baisse de la demande intérieure. On nous cite toujours le système Schröder-Merkel comme modèle mais, appliqué à tous, il serait catastrophique, y compris pour la République fédérale, ce qui signifie que nos **débordements** ont permis sa croissance. Angela Merkel a beau jeu de nous reprocher ce qui a permis à l'Allemagne de s'enrichir !

La question centrale est là. Depuis la mise en place de l'euro, la croissance a fléchi, obligeant les gouvernements à s'endetter pour nourrir leur système économique qui aurait explosé sans cela. Jacques Sapir s'arrête longuement sur le cas allemand et avec cela tout s'éclaire.

**L'économie d'outre-Rhin** avait besoin que ses partenaires se comportent comme des prétendues cigales pour pouvoir vendre ses produits et engranger des excédents colossaux. Il est à noter qu'il n'y a plus qu'avec les pays de la zone qu'elle les connaît. L'euro a donc accentué les disparités et la politique de la BCE a été plus que nocive.

**Toujours à la demande de Berlin**, le pacte politique de base de la monnaie stipulait la lutte contre l'inflation, vieille antienne monétariste, comme seul horizon. La Cour de Karlsruhe, en mettant l'accent sur ce point se trompe histo-

riquement puisque ce n'est pas l'hypérrinflation qui a mené Hitler au pouvoir mais la politique de déflation du début des années trente. Or, c'est aujourd'hui cela qui nous menace. Modérée, l'inflation est une condition de la croissance et ce à des niveaux divers selon les économies. Il existe en effet une inflation structurelle qui permet le bon fonctionnement d'un pays et elle est d'un niveau différent pour chacun.



**La négation de ce simple fait** nous a amenés à la crise actuelle et seul un retour au réel pourrait permettre d'y remédier efficacement. (2) Sans quoi l'euro pourrait disparaître et emporter avec lui l'édifice européen. Échecs donc : « *La monnaie unique se révèle ainsi avoir été, et être toujours une solution à la recherche d'un problème, qui par ailleurs admet d'autres solutions.* » (1)

Quant à la gestion de la crise, les plans de rigueur successifs ne peuvent qu'aggraver les problèmes. Dette = rigueur budgétaire = austérité = récession = recett es fiscales en baisse = hausse de la dette. Le traitement subi par la Grèce et le Portugal est catastrophique. Après une certaine accalmie sur les taux des dettes début 2012, ils sont repartis à la hausse pour l'Espagne et l'Italie. Les 1 000 milliards de LTRO (*Long Terme Refinancing Operation*) consentis par la BCE aux banques européennes n'auront fait que retarder l'inéluctable.

Des solutions existent pourtant qui consistent à tenir enfin compte des différences entre les pays et d'y adapter les politiques. La France n'est pas l'Allemagne. Cette dernière peut pour le moment se passer de croissance puisque sa population, notamment active, diminue inexorablement. Ce n'est pas notre cas. La situation actuelle est intenable pour notre pays. La réindustrialisation et un commerce extérieur retrouvé à l'aide d'un protectionnisme intelligent sont indispensables. Pour le moment, les gesticulations politiques ne mènent à rien. S'il faut sauver l'euro, cela aura un coût. Les estimations faites, rien que pour sauver la

Grèce, pays économiquement modeste, sont tellement astronomiques que l'on se demande combien pourrait coûter un tel processus pour l'Italie ou l'Espagne. Autant dire qu'un tel scénario est simplement inenvisageable. À moins de monétiser les dettes, idée qui fait son chemin mais est encore loin des idées des dirigeants de la BCE et de ceux de Berlin ou de demander l'intervention des BRICS détenteurs de gros capitaux, ce qui n'est guère souhaitable. Pas plus que ne l'est d'ailleurs le projet d'Eurobonds.

La sortie de l'euro offre une alternative crédible si on veut éviter la déflation et son cortège de conséquences désastreuses. C'est possible et gérable. La transformation de l'euro en monnaie commune ramènerait de larges marges de manœuvres. Le retour de la souveraineté monétaire, même incomplète, permettrait à chaque pays d'avoir un taux monétaire en phase avec sa structure, ses besoins et ses possibilités. Nous avons déjà longuement traité du sujet dans nos colonnes. La base de ce raisonnement est que « *La crise de l'euro nous impose de penser l'échelle de l'État-nation comme un niveau indispensable de la mise en œuvre des politiques qu'il faudra appliquer pour trouver une solution.* » (1) Les exemples donnés par l'Argentine, la Malaisie ou la Russie nous offrent des moyens de réflexion et d'action.

Pascal BEAUCHER

📖 (1) Jacques Sapir - « *Faut-il sortir de l'euro ?* » Le Seuil, 2012 ; pp. 23, 29, 36, 67, 181. – prix franco : 17 €. ➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Article J. Sapir Marianne 2 --du 13 avril 2012.

## Penser la République

**Pour comprendre les difficultés qu'affronte aujourd'hui la jeune démocratie russe, il faut étudier avec Julie Grandhaye <sup>(1)</sup> les réflexions sur la *res publica* et les projets républicanistes que les décembristes opposèrent à l'autocratie.**

Le soulèvement militaire du 14 décembre 1825 est resté gravé dans les mémoires mais on ignore généralement l'intense travail intellectuel qui l'a précédé et l'écho que rencontraient les idées libérales dans une Russie très fière d'avoir battu Napoléon. L'élimination du tsar devait permettre l'abolition du Despotisme en faveur de la République, selon l'opposition établie par Aristote. L'alternative était parfaitement rigoureuse mais elle ne permettait pas de résoudre la question du régime politique. Les sociétés de pensée républicaines s'y ingénierent, en exploitant avec intelligence la culture européenne dont elles étaient imprégnées.

Le mouvement de décembre n'est pas un pronunciamiento décidé et manqué par quelques officiers romantiques. C'est un moment décisif de la lutte contre l'autocratie, qui est provoqué par l'échec des réformes tentées dans le cadre impérial. La pensée républicaine prend alors son essor et devient républicaniste. C'est au sein de l'Union du bien public que la mutation a lieu : ses membres commencèrent par espérer que l'Empereur concéderait une constitution puis les plus déterminés d'entre eux se prononcèrent vers 1820 pour une République républicaine et fondent les so-

ciétés secrètes qui organiseront le *mouvement de décembre*. Le projet révolutionnaire formulé par les futurs décembristes reprend et acclimata les idées fondatrices de la modernité française, anglaise et américaine.

La pensée de Montesquieu chemine sous le règne d'Alexandre I<sup>er</sup> et les projets constitutionnels inspirés par l'Angleterre et la France abondent entre 1809 et 1820. Patriotes et cosmopolites, lisant couramment le français et l'anglais, les futurs décembristes conçoivent clairement la *res publica*, s'interrogent sur les différentes formes de gouvernement monarchique, sont tentés par une monarchie limitée, constitutionnelle, puis se rallient à la République républicaine sans ignorer qu'il s'agit d'un « *mode de gouvernement davantage théorique que pratique* » qui convient à des États petits et faiblement peuplés comme l'écrit M. M. Speranski.

Les républicains monarchistes qui en viennent à choisir la République républicaine se prononcent pour un gouvernement représentatif. Mais il y a là une difficulté car la fonction représentative et la fonction gouvernementale ne sauraient être confondues sans risque grave de dictature de l'assemblée unique. La difficulté est résolue sur le papier par référence au système poli-

tique des États-Unis : le principe est celui de l'élection, la représentation doit être bicamérale avec primauté du pouvoir législatif. Deux hommes vont théoriser le passage de l'autocratie à la démocratie et de l'empire à la nation.

N. M. Mouraviov, animateur de la *Société du Nord*, est l'auteur d'une *Constitution* qui prévoit l'institution d'une république fédérative, décentralisée, qui permettrait d'assurer la puissance de l'État unitaire sans la main de fer de l'autocrate. Mais il place à la tête de l'exécutif un Empereur hors dynastie, désigné par le peuple souverain, qui serait le premier fonctionnaire du pays et dont les pouvoirs seraient limités. C'est donc une monarchie républicaine, proche de la conception de Mably.



P. I. Pestel, animateur de la *Société du Sud*, est un partisan déterminé de la république républicaine, qu'il veut imposer à la Russie de manière autoritaire pendant la période de transition. Le projet qu'il expose dans *Russie juste* procède d'une solide réflexion sur la souveraineté, la légitimité, la citoyenneté ; il s'inspire de l'idée rousseauiste de Volonté générale, du modèle du Citoyen vertueux. La logique est jacobine et rien n'indique comment on met fin à la dictature légale, toujours annoncée comme


provisoire... Le pouvoir aurait été d'autant plus rudement exercé que Pestel veut que l'unité russe se fasse par l'uniformisation politique et religieuse. Les peuples non-russes et non-orthodoxes sont voués à l'assimilation ou... à la déportation. La Société des Slaves unis cultive elle aussi un républicanisme radical mais Pestel combat sa tentative assez confuse de créer une communauté ethnique, nécessairement inégalitaire et violente car il faudrait réorganiser complètement la géographie humaine de l'empire russe et de ses voisins.

À la lecture du livre de Julie Grandhaye, on vérifiera que le projet de république républicaine conduit à des solutions qui risquent fort de mettre en péril les principes de liberté et d'égalité. Si les décembristes avaient pris le pouvoir au soir du 14 décembre 1825, il est probable qu'ils auraient été emportés par la même logique que les jacobins français. Cela ne signifie pas que toute transition non-monarchique du Despotisme à la République soit vouée à l'échec. Dans les dernières pages de son livre, Julie Grandhaye relie de manière très instructive les problèmes théoriques affrontés par les décembristes et l'épreuve pratique de la transition politique que connaît la Russie depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

La République n'est plus interdite mais elle n'est pas accomplie : l'instauration d'une République démocratique est une réalité incontestable puisqu'il y a un Parlement et un Gouvernement qui procèdent du suffrage universel. Mais c'est une réalité discutée car il y a comme en Europe de l'Ouest une crise de la représentation dont les manifestations de décembre 2011 ont été le symptôme.

**Bertrand RENOUVIN**

 (1) Julie Grandhaye - « *Russie : la République interdite - Le moment décembriste et ses enjeux (XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)* », Champ Vallon, 2012, prix franco :  Achat immédiat 27 €.

 N.B. Cet article est développé sur mon blog. <http://www.bertrand-renouvin.fr/?p=3444>



# Force et faiblesse de l'anarchisme

**E**lle a fière allure la déclaration finale de Jacques de Guillebon et de Falk van Gaver au terme d'un parcours qui la justifie amplement : « *Nous avons voulu par ce livre offrir aux esprits libres, à tous les assoiffés de justice, de dignité, de liberté et de vérité, de beauté aussi, quelques pistes, quelques exemples, et surtout de belles rencontres aptes à élargir la vision, à ouvrir le champ des possibles. Nous voulons contribuer à la renaissance d'un esprit, d'un caractère, d'un tempérament, d'une intelligence, d'une existence, d'une pratique véritablement libre et libertaire. Nous voulons, Davids frondeurs contre l'État-Goliath, contre le Marché-Léviathan, frapper les titans à la tête.* » Nous avons en ce moment l'habitude de prises de positions électorales catégoriques, mais celle-là n'a rien de racoleur au mauvais sens du terme, elle se justifie par de fortes convictions étayées par les références les plus sûres. De Proudhon à Ellul, en passant par Péguy et Orwell, il nous offre des exemples incontestables et plus que convaincants. Sans doute, leur anarchisme déconcertera ceux qui sont attachés à l'image traditionnelle du vieux militant anar. Leur farouche combat contre les maîtres insupportables, loin de renier le Dieu chrétien, s'en réclame comme du seul répondant d'une liberté personnelle authentique. Et l'élan mystique, que certains auront du mal à supporter, loin d'affaiblir leur projet iconoclaste, leur confère une puissance d'ordre supérieur.

Il est vrai qu'ils brassent très large sur le champ culturel, rien de ce qui est étincelle de révolte libertaire ne leur étant étranger. Mais cela ne fait qu'ajouter de la complexité à une pensée que l'on réduit trop souvent à une fièvre exaltée et à un individualisme farouche. Prendre au sérieux la liberté humaine, c'est s'aventurer sur les plus hautes cimes de l'esprit, avec tous les poètes aux semelles de vent, les artistes en quête d'une magique sortie de la fatalité rationaliste. Ils sont ambitieux nos deux « anarchists », leur désir d'explorer est insatiable, et des hussards noirs du XIX<sup>e</sup> aux cavaliers de l'Apocalypse, ils sont prêts à chevaucher les plus folles montures. Mais, en même temps, ce sont deux patients chercheurs, qui, sur le terrain politique et sociologique, explorent tout ce qu'il y a d'intéressant à découvrir et de pertinent à discuter. Par exemple, leurs pages sur Proudhon sont remarquables de précision et de justesse. C'est la preuve de longues lectures réfléchies à rebours des survols superficiels. J'en dirai autant de ce qu'ils écrivent sur Jacques Ellul dont ils ont tout lu, en comprenant complètement l'alliance improbable qu'il a toujours tentée entre un sens minutieux des réalités observables et une espérance qui ne transige sur rien. Quelle force habite un penseur capable d'affirmer contre tous les cynismes du monde : « *Rien n'est et ne sera perdu de notre histoire passée, ni de notre histoire présente, ni de notre histoire future : aucun cri humain, aucune espérance humaine, aucun désespoir humain.* »

par Gérard Leclerc



Le paradoxe veut que cet humanisme intransigeant soit en correspondance incessante avec l'expérience objective, celle qui poursuit à la trace l'emprise de la technique sur la vie sociale et mentale. Ceux qu'on pourrait prendre pour des rêveurs se révèlent être des personnages complètement ancrés dans leur époque, et doués d'une lucidité qui les rend redoutablement informés. Celle-ci pourrait d'ailleurs les conduire au désespoir le plus noir, s'ils n'avaient en eux des ressorts inoxydables. Cependant, leur pensée politique pose de redoutables questions que l'on aurait tort d'écarter comme on le fait souvent en criant à l'utopisme. J'avouerais pour ma part que, depuis des années, je suis troublé par l'interrogation implacable qui est la leur et qui met à mal tous les fondements de la philosophie politique classique. Comment dire les choses de façon concise, alors que l'affaire est si complexe ! Peut-être m'y risquerais-je à partir d'une proposition de Jacques Ellul citée opportunément par Guillebon et Gaver.

« *Ce qui me paraît juste et possible, c'est la création d'institutions nouvelles à partir de la base, celle qui engendre ses propres institutions destinées en réalité à remplacer les pouvoirs et autorités qu'il faudrait arriver à détruire.* » Le plus important dans cette phrase, c'est à partir de la base, alors que la philosophie classique prend les choses par l'autre bout, c'est à dire ce qu'elle appelle l'État de droit, et dont Ellul se méfie, avec ses complices, comme de la peste. Il faut avoir conscience que leur polémique atteint profondément le libéralisme, auquel il est reproché de « *faire de la liberté un droit, un donné garanti par des institutions* ». Non, ce ne sont pas les institutions qui fabriquent la liberté, ce sont les hommes libres qui tissent les relations sociales élémentaires, dont l'ensemble exprime la respiration du corps social. Ce que n'a cessé d'asséner Ellul, Orwell l'a pensé aussi fortement, et aujourd'hui un Jean-Claude Michéa le rappelle dans sa magnifique solitude, en se fondant sur les travaux fondateurs de Mauss.

C'est toute la difficulté d'un anarchisme conséquent, mais c'est aussi sa vérité inépuisable qui se rapporte à une anthropologie autant philosophique que sociologique. Les libéraux, lorsqu'ils se réfèrent à la nature humaine, même les meilleurs comme Tocqueville, se rapportent à un pessimisme fondamental qui fait que la société est plus considérée du côté de ses déséquilibres et de ses vices que de ce qui devrait la faire respirer librement. Et le libéralisme économique poursuit cette logique jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Mais voilà que, par ailleurs, l'anarchisme libertaire, fixé sur la sociabilité de base, bute sur le rôle nécessaire de l'État. Ce rôle, Ellul ne le nie pas, sans pouvoir établir le partage des fonctions : « *Nul ne peut mesurer la vérité de l'anarchie s'il n'a mesuré la nécessité de l'État... ce n'est pas un système, mais une conscience qui nous permettra ainsi de déterminer constamment le point d'équilibre où les maux se compensent.* » Il faut donc lire au plus vite le beau livre de Jacques de Guillebon et de Falk van Gaver. Il nous donne à penser les apories du réel, sans renoncer jamais à la flamme de la liberté. ■

📖 Jacques de Guillebon et Falk van Gaver - « *L'anarchisme chrétien* », L'Œuvre éditions, prix franco : 31 € [Achat immédiat](#)

# Avars

Partez donc à la découverte du Daghestan compliqué, où il est impossible de se faire des idées simples sur les peuples, les langues et les religions.

Nous sommes dans le Caucase, que les Arabes appelaient la *Montagne des langues* tant il y en a, généralement inconnues sous nos latitudes. Nous sommes plus précisément au nord de l'Azerbaïdjan, république désormais indépendante, au sein de la Fédération de Russie et juste à côté de la Tchétchénie...

Le pays à découvrir, c'est le Daghestan, que l'ethnologue russe Vladimir Bobrovnikov explore avec science et passion depuis de nombreuses années (1). Jacobins s'abstenir ! Dans cette République grande comme notre région Midi-Pyrénées, il y a quatorze langues officielles réparties en trois rameaux caucasique, altaïque et slave, plusieurs peuples – russe, lesguien – et les Avars auxquels Vladimir Bobrovnikov s'est particulièrement attaché. Chrétiens convertis à l'islam, ils comptent parmi leurs héros l'iman Chamil qui fut la coqueluche du Paris antirusse au XIX<sup>e</sup> siècle et qu'on a tort de présenter comme tchétchène.

Actuellement confrontés au terrorisme islamiste et à la violence mafieuse, les Avars ont sur la Tchétchénie un point de vue qui incitera à la prudence ceux qui pourraient être tentés de regarder le Caucase infiniment compliqué avec les lunettes de deux ou trois intellectuels germanopratin.

Jacques BLANGY

📖 (1) Vladimir Bobrovnikov – « *Voyage au pays des Avars (Daghestan, début du XXI<sup>e</sup> siècle)* », Éditions Cartouche, 2011, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)

# Mémorial de l'abolition

**Le 25 mars, a été inauguré à Nantes un mémorial de l'abolition de l'esclavage. Une démarche intelligente qui ne fait pourtant pas l'unanimité.**

**N**ul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. » Cette déclaration (article 4 - Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, Nations Unies, 10 décembre 1948) sert d'introduction au mémorial de Nantes. Du port breton partirent, du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, plus de 1 700 expéditions négrières. C'est dire si le projet était porteur d'ambiguïtés. « *Se souvenir, assumer son histoire, ce n'est pas un acte de repentance* », explique le maire PS de la ville, Jean-Marc Ayrault. Pour lui, le mémorial est porteur d'un message universel et dépasse le cadre nantais. Sa vocation n'est pas d'expliquer l'histoire, mais de se souvenir et d'alerter. On notera que le financement (6 900 000 € TTC) a été assuré par l'Europe, Nantes Métropole, la Ville de Nantes, la Région et le Conseil Général de Loire-Atlantique. Sans un sou de l'État...

Un peu embarrassée, la droite est d'ailleurs partagée sur le projet. Si Sophie Jozan, tête de file de l'opposition au Conseil municipal, déclare : « *il est important qu'il y ait un geste de mémoire* », elle ajoute : « *je n'adhère pas au projet du mémorial tel qu'il apparaît et dont la gestion a été très mauvaise.* » (1) Franck Louvrier, conseiller

en communication de Sarkozy et conseiller régional, affirme soutenir la démarche mais explique l'absence de subventions par le fait que : « *... en ce qui concerne la thématique de l'esclavage, les fonds de l'État sont prioritairement affectés aux territoires et aux départements d'Outre-mer.* » (2) ... D'après lui, la Ville de Nantes n'aurait pas suivi les procédures nécessaires.

Le mémorial est très sobre (3). C'est plutôt un lieu de recueillement. Il est implanté Quai de la Fosse, sur les berges de la Loire d'où partirent les expéditions de la traite négrière. Il faut descendre, comme on le ferait dans les cales d'un navire, pour accéder au mémorial proprement dit, sous la structure en béton du quai reconstruit après la Seconde Guerre mondiale. Des plaques de verre inclinées servent de support aux textes historiques qui jalonnent le chemin vers l'abolition. C'est bien davantage au musée, implanté au château des ducs de Bretagne, que l'on comprendra l'histoire de l'esclavage et la place que la traite a occupée dans le commerce nantais, en contribuant à l'enrichissement de la ville. Il faut rappeler que la traite atlantique, que l'on a parfois appelée *commerce triangulaire*, ne peut s'expliquer sans la traite intérieure

africaine. Les navires négriers échangeaient sur les côtes d'Afrique des produits manufacturés contre des captifs vendus ensuite, parfois à crédit, aux colons des Antilles, du Brésil...

Du milieu du XV<sup>e</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre a été la plus active dans la traite négrière. Elle était suivie par le Portugal pourtant précurseur en ce domaine ; la France précédant la Hollande et le Danemark. Pour les armateurs, les captifs - assimilés à des **biens meubles** - ne représentaient qu'une *merchandise* comme une autre. Ce n'est que tardivement que l'esclavage fut considéré comme une atteinte à l'être humain. En France, le 4 février 1794, la première abolition survint, après des insurrections d'esclaves aux Antilles, à la suite de la Révolution. Napoléon rétablit l'esclavage en 1802. Sous la monarchie, en 1818, 1827 et 1831 se sont succédées des lois d'abolition. Mais ce n'est qu'en 1848 que l'esclavage fut aboli définitivement.

En 2010, on estimait encore à 27 millions le nombre de personnes victimes de l'esclavage dans le monde. Le mémorial de Nantes a pour fonction de **garder la mémoire du passé et mettre en garde pour l'avenir.**

Pierre CARINI

📖 (1) *Ouest-France*, 22 mars.

📖 (2) *L'Express*, 25 mars 2012.

📖 (3) Le site officiel du Mémorial : [www.memorial.nantes.fr/](http://www.memorial.nantes.fr/)

## Souscription

# Petit espoir mais gros soucis...

Comme je vous l'avais expliqué dans notre précédent numéro, la Mairie de Paris nous a finalement fait des propositions de relogement. L'une d'entre-elles nous conviendrait mais le local en question (une ancienne boutique) nécessite d'importants travaux d'aménagement. Nous allons essayer d'en faire prendre en charge une partie par la Mairie mais, de toutes façons, une part non négligeable restera à notre charge. A cette somme que nous ne pouvons chiffrer pour l'instant va s'ajouter les frais de déménagement et ceux d'entre vous qui connaissent nos locaux actuels savent que cela ne sera pas une mince affaire...

C'est dire combien le succès de la souscription que nous avons lancée est vital pour notre mouvement et son journal. Nous publions ci-dessous une première liste de souscripteurs dont le montant ne doit pas faire illusion car nous avons comptabilisé là tous les dons reçus depuis le mois d'octobre, date de la clôture de notre souscription 2011.

Nous comptons sur vous !

**Faire un don**

Yvan AUMONT

### 1<sup>ère</sup> liste de souscripteurs

M.B.P. (Saône) 5 € - Djamel Boudjelal 157,24 € - P.Y.B. (Hauts-de-Seine) 150 € - J.A.B. (Poitiers) 50 € - Jean-Philippe Chauvin 23 € - Henri Chenut 45 € - R.D. (Paris) 13 € - Guy Delranc 120 € - Michèle Dutac 43,44 € - Albert Forget 20 € - Yves Garnier 50 € - P.G. (Paris) 13 € - Patrick Isambert 100 € - Alain Jouffroy 33 € - Jean-François Kesler 103 € - Alexandra Lavaut 30 € - Alain Lemoine 30 € - Jean-François Lespès 53 € - Yves Manville 80 € - Jean-François Maurel 375 € - Eric de Montcornet de Caumont 1100 € - Christian Mory 100 € - François Moulin 100 € - Alain-Paul Nicolas 150 € - François Xavier Noir 110 € - Alain Perdrix 23 € - Daniel Planchette 30 € - Annie Pons 20 € - Yolande de Prunel 240 € - Daniel Rietsch 90 € - Michel Roth 30 € - Pierre Sauterey 153 € - Anne-Marie Vilesipy 100 €.

Total de cette liste : 3 739.68 €

## CONSEIL NATIONAL

Le Conseil National est un organisme élu par les adhérents de la NAR pour deux ans. Consulté régulièrement par téléphone ou par internet, il se réunit également à Paris une fois par an. Il a comme rôle

principal celui de conseil politique auprès du Comité Directeur. Les élections pour son renouvellement vont avoir lieu fin mai. Tous les adhérents de la NAR recevront d'ici quelques jours le matériel électoral nécessaire.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 2 mai - Colonel d'infanterie, docteur en sciences politiques, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques, René CAGNAT s'est établi au Kirghizstan après avoir été attaché militaire dans plusieurs pays de l'Est et en Asie centrale. Il a récemment publié dans la *Revue de Défense nationale* trois articles dans lesquels il examine les conséquences de l'échec politique et militaire des Américains en Afghanistan : une déstabilisation des pays voisins est à redouter, par l'effet conjugué des groupes islamistes et des trafiquants de drogue.

Face à cette situation, la France ne peut se contenter de retirer ses troupes. Après les élections, une question décisive doit être posée : « De l'Afghanistan au Turkestan : que faire en Asie centrale ? » René Cagnat montre comment la France peut et doit coopérer avec les États de la région et avec la Russie pour éviter une afghanisation à tous égards dangereuse.

● Mercredi 9 mai - Professeur de science politique à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et à Science Po Paris, Laurent BOUVET étudie dans un livre récent les relations entre la gauche et le peuple, qui

semblaient étroites. L'histoire des trente dernières années montre au contraire que la gauche a abandonné le peuple français - et qu'elle l'a condamné lorsque les classes populaires ont voté à droite ou choisi l'abstention. Cette rupture tient au tournant néolibéral de 1983 et au discours multiculturaliste d'un Parti socialiste qui présentait un programme conforme à sa propre sociologie.

Après l'élection présidentielle et à la faveur des élections législatives, la gauche peut-elle retrouver « Le sens du peuple » ? Il faudrait que le Parti socialiste accomplisse une révolution intellectuelle et politique, alors qu'il est encore pris au piège de son conservatisme et des illusions de la « modernité ». La crise économique et financière l'obligera-t-il à se transformer ?

● Mercredi 16 mai - Directeur d'une société de production audiovisuelle, Mohamed BECHROURI explique comment lui, jeune Français comme les autres, est identifié à un être étrange, étranger à lui-même : « L'Arabe imaginaire » qui est dénoncé par Eric Zemmour et divers politiciens comme un individu qui ne peut pas s'intégrer en raison de son origine et qui ne veut pas s'intégrer à cause, notamment, de sa religion supposée.

Avec beaucoup d'humour, Mohamed Bechrouri explique comment les Français qui sont regardés comme « arabes » ou « noirs » se sentent privés de leur dignité et sont toujours obligés d'expliquer pourquoi ils ne sont pas « de là-bas » mais bien d'ici. Avec notre invité, nous parlerons du hallal, de la circoncision, des prénoms musulmans, de la discrimination « positive », du discours sur l'islamisation de la France et de tout de ce qui vient condamner, dans la vie quotidienne, la politique de discrimination ethno-religieuse qui a été menée, pendant cinq ans, par l'extrême-droite de gouvernement.

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)  
ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Voter François Hollande

Le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste se réjouit de la très forte participation des Français au premier tour de l'élection présidentielle. Il se félicite du rejet massif de Nicolas Sarkozy, auquel la NAR a participé en appelant à voter pour Nicolas Dupont-Aignan qui a obtenu, dans des conditions difficiles, un premier résultat très honorable. Il constate avec regret le succès remporté par Marine Le Pen qui exploite la trahison du gaullisme par la droite classique, l'abandon des classes populaires par la caste des gestionnaires socialistes et les ravages de l'ultra-libéralisme.

Pour le second tour de l'élection présidentielle, le Comité directeur de la Nouvelle Action royaliste appelle à transformer le revers de Nicolas Sarkozy en une défaite définitive. Tout au long de ce quinquennat, la Nouvelle Action royaliste a dénoncé l'instauration d'une autocratie brouillonne dénaturant la fonction présidentielle, le durcissement de la guerre sociale menée par l'oligarchie, la destruction méthodique de l'administration centrale, le mépris de l'autorité judiciaire, la xénophobie d'État, la corruption du milieu dirigeant et, sur le plan international, le retour dans l'Otan, l'enlèvement sanglant en Afghanistan et l'alignement sur l'Allemagne qui est inscrit dans la lettre des nouveaux traités conçus à Berlin.

Livrée à la concurrence effrénée et déloyale que permet le libre échange, prise dans le carcan monétaire, exposée à la vio-

lence de la déflation, la France a été engagée par Nicolas Sarkozy dans un processus à tel point désastreux qu'il est impossible de prendre pour le second tour une position de neutralité. Les critiques que la Nouvelle Action royaliste a adressées au Parti socialiste ont toujours été sévères : elle n'a jamais accepté le tournant de la rigueur de 1983, le ralliement à l'ultra-libéralisme, la dérive oligarchique, les illusions européistes et la croyance en l'euro. Mais il s'agit de choisir le 6 mai un président de la République, non un Premier ministre, sans oublier que l'orientation du nouveau gouvernement sera fonction des résultats obtenus par les différents partis lors des élections législatives.

Quant au choix du président, tel qu'il est défini par l'article 5 de la Constitution, nous avons la certitude que François Hollande saura redonner à la fonction présidentielle la dignité qu'elle a perdue et qu'il retrouvera, dans les négociations internationales, le langage et le comportement d'un chef d'État. Et nous sommes persuadés que le nouveau président, chef des Armées, veillera au retrait rapide et ordonné des troupes françaises positionnées en Afghanistan. Telles sont les raisons décisives qui nous conduisent à appeler les militants et les sympathisants de la Nouvelle Action royaliste à apporter leurs voix à François Hollande.

Cet appel doit être entendu comme un message d'espérance quant aux révolutions que la France peut accomplir à la fa-

veur de l'élection présidentielle et des élections législatives. La crise de l'euro s'aggrave. Elle a pris un tour tragique en Grèce et la logique déflationniste conduira tous les pays qui l'acceptent à la violence sociale et à l'extrémisme politique. Des solutions nouvelles devront être trouvées, avec le soutien du peuple français. Ouverte par François Hollande, la perspective de la renégociation du pacte budgétaire européen et du Mécanisme Européen de Stabilité donne à la France la possibilité de mettre radicalement en question la politique dictée par l'Allemagne, la recherche inepte de l'équilibre budgétaire et les décisions de la Banque centrale européenne.

Nous espérons que le nouveau président de la République ne cherchera pas à obtenir une simple déclaration sur la croissance mais engagera la négociation avec nos partenaires européens après avoir soumis à référendum le traité signé mais pas encore ratifié. Nous espérons que le peuple français confirmera le refus qu'il avait exprimé en 2005 et qui a été ignoré au mépris de la démocratie. Nous attendons de ce choc salutaire une redéfinition de la politique française, selon les objectifs généraux de l'indépendance nationale, de la justice sociale et du développement économique qui nous permettront de retrouver le sens de notre histoire.

---

**LE COMITÉ DIRECTEUR  
DE LA NOUVELLE ACTION  
ROYALISTE**